

## Décrochage scolaire: impact sur le développement économique et régional de la Mauricie

### Résumé exécutif

#### Frédéric Laurin, Ph.D. en économie

Professeur en économie, École de gestion

Chercheur à l'Institut de recherche sur les PME

Dans ce rapport, nous montrons que le décrochage scolaire engendre des conséquences économiques et sociales significatives pour la Mauricie.

Pour ce faire, nous proposons une démarche en quatre étapes :

1. Répertoire, par une revue de la littérature, l'ensemble des **impacts socio-économiques** du décrochage scolaire, tant sur le plan individuel (pour les décrocheurs) que sur le plan régional (coûts économiques et sociaux);
2. Calculer une **estimation économique** des coûts du décrochage en Mauricie;
3. Présenter un argumentaire économique démontrant les impacts du décrochage scolaire sur le **développement socio-économique** d'une région telle que la Mauricie;
4. Présenter un **portrait socio-économique** de la Mauricie, afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant une relation entre le décrochage scolaire et le développement régional.

### Portrait du décrochage scolaire

- **Taux de décrochage scolaire** : la Mauricie enregistre l'un des plus forts taux de décrochage scolaire (15,9%) parmi les régions administratives (RA) du Québec, contre 13,5% dans l'ensemble du Québec.
- **Niveau d'éducation** : la Mauricie dans les derniers rangs parmi les RA pour la proportion de sa population n'ayant aucun diplôme, soit 14,7% contre 9,7% seulement dans l'ensemble du Québec.
- **Indice de littératie** : La Mauricie est en 8<sup>ième</sup> position avec un taux de 53,4%, soit la proportion de la population âgée de 15 ans et plus n'atteignant pas le niveau 3 du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), un niveau supérieur à l'ensemble du Québec (47%).

La région fait donc face à des enjeux importants en matière de persévérance scolaire.

## Impacts socio-économiques du décrochage scolaire

La littérature scientifique identifie une série complète de conséquences socio-économiques du décrochage scolaire. Ces impacts – résumés dans le tableau R1 ci-dessous – sont multiples :

- Pour les **décrocheurs** : sur le revenu, la pauvreté, la qualité de vie, la santé, le bien-être, etc.
- Pour les **employeurs** : sur l'innovation et la créativité, la productivité, le taux de roulement, la croissance, le potentiel de croissance, etc.
- Pour la **région** : coûts économiques et sociaux, limitation du potentiel de développement de la région, perte de PIB, etc.

**Tableau R1.** Résumé de l'ensemble des conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire au niveau individuel et régional

	Impacts individuels chez les décrocheurs (hausse du risque individuel)	Impacts socio-économiques régionaux
<b>Revenus et richesses</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Revenus plus faibles</li> <li>• Chômage et absence d'emploi (inactivité)</li> <li>• Actifs financiers réduits</li> <li>• Faible taux d'épargne</li> <li>• Pauvreté, précarité financière et dépendance économique</li> <li>• Faible possibilité d'avancement professionnel</li> </ul>	<p><b>Gouvernement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Dépenses sociales</li> <li>➔ Perte de recettes de taxes et d'impôt</li> <li>➔ Coût d'assurance-emploi</li> </ul> <p><b>Région</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Perte de PIB</li> <li>➔ Pauvreté territoriale</li> <li>➔ Cohésion sociale</li> <li>➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.)</li> <li>➔ Perte d'attractivité régionale</li> </ul>
<b>Productivité au travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible productivité au travail</li> <li>• Déficit de connaissances générales et spécifiques, de formation, de compétences et de qualifications</li> <li>• Moindre prédispositions cognitives en matière de créativité, d'ouverture, de mode de pensée hors des sentiers battus et de résolution de problème</li> <li>• Moindre capacité d'adaptation et de flexibilité cognitive face à l'innovation et aux nouvelles technologies</li> </ul>	<p><b>Employeurs et région</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Faible capital humain</li> <li>➔ Perte de productivité</li> <li>➔ Limitation du potentiel créatif</li> <li>➔ Moindre capacité d'innovation</li> <li>➔ Moindre capacité de transformation et d'adaptation technologique</li> </ul> <p><b>Employeurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Faible rendement des investissements en formations continues</li> </ul> <p><b>Région</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Croissance économique handicapée</li> <li>➔ Moindre entrepreneuriat régional</li> <li>➔ Affaiblissement de la structure industrielle</li> <li>➔ Perte d'attractivité régionale</li> </ul>

<b>Employabilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible employabilité</li> <li>• Inactivité / Exclusion du marché du travail</li> <li>• Faible satisfaction au travail</li> </ul>	<p><b>Employeurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Sous-utilisation des capacités productives</li> <li>➔ Pénuries de main-d'œuvre</li> <li>➔ Fort taux de roulement dans les organisations</li> <li>➔ Perte de productivité</li> </ul> <p><b>Région</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Inefficiences du marché du travail</li> <li>➔ Chômage et faible taux d'activité</li> </ul> <p><b>Gouvernement et employeurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Coûts de réinsertion au marché du travail</li> </ul>
<b>Impacts sociaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Problèmes de santé physique et mentale</li> <li>• Comportements antisociaux (délinquance, vandalisme, crime et incarcération)</li> <li>• Problèmes de consommation et de dépendance</li> <li>• Grossesses précoces ou non désirées</li> </ul>	<p><b>Gouvernement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Coûts supplémentaires système de santé</li> <li>➔ Dépenses sociales</li> <li>➔ Dépenses policières et carcérales</li> <li>➔ Coûts vandalisme</li> </ul> <p><b>Région</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Cohésion sociale</li> <li>➔ Problèmes sociaux (santé physique et mentale, dépendance et surconsommation, criminalité, vandalisme, etc.)</li> <li>➔ Perte de bien-être et de qualité de vie pour la communauté</li> <li>➔ Perte d'attractivité régionale</li> <li>➔ Coûts de nettoyage et de réparation (vandalisme)</li> <li>➔ Hausses primes et coûts d'assurance</li> </ul>
<b>Société</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exclusion sociale</li> <li>• Moindre participation communautaire, civique et politique</li> <li>• Manque d'estime de soi et de statut social</li> </ul>	<p><b>Gouvernement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Dépenses sociales</li> </ul> <p><b>Région</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Vitalité des communautés</li> <li>➔ Cohésion sociale</li> <li>➔ Santé démocratique</li> </ul>

Tous ces impacts risquent de créer un **cercle vicieux du décrochage** dans la région: une forte proportion de décrocheurs dans la population d'une région engendre plus de risques socio-économiques (pauvreté, chômage, exclusion, criminalité, incarcération, grossesses précoces, etc.), qui sont eux-mêmes des facteurs de risque pouvant expliquer qu'un jeune décroche. Il y a donc un **effet cumulatif et persistant** du décrochage dans le temps dans une région, avec un risque de legs intergénérationnel du décrochage.

## Une estimation économique du coût du décrochage scolaire en Mauricie

Nous proposons une démarche permettant de calculer une estimation économique des coûts du décrochage en Mauricie. Le tout est résumé dans le tableau R2 ci-dessous.

**Revenus d'emploi perdus.** Notre calcul se base d'abord sur les écarts de revenus entre les décrocheurs et les diplômés. Selon les données de Statistique Canada<sup>1</sup>, le revenu d'emploi annuel moyen des individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en 2016 est substantiellement plus faible relativement aux diplômés. On peut estimer cet écart selon deux méthodes :

**Méthode A.** On peut comparer les individus sans diplôme avec ceux qui ont réussi au moins un diplôme d'études secondaires (DES) ou un diplôme d'études professionnelles (DEP). Dans ce cas, l'écart de revenu est de 8 704 \$ par année et par décrocheur au Québec. Sur l'ensemble d'une carrière de 44 ans, cette perte de revenus s'élève à terme à 524 560 \$ par décrocheur (perte d'actif financier).

**Méthode B.** On peut aussi comparer l'écart entre les décrocheurs et l'ensemble des diplômés. Pour ce faire, on pondère le revenu moyen de chaque niveau de diplôme (DES/DEP, Cégep et université) par la part de la population ayant obtenu ce diplôme dans le total des diplômés. On obtient alors un écart moyen pondéré de 19 726 \$ par année par décrocheur au Québec, soit une perte de 1 226 039 \$ par décrocheur au Québec sur l'ensemble de la carrière (perte d'actif financier).

Les deux méthodes sont calculées par tranche d'âge, afin de tenir compte de l'évolution des revenus selon l'âge et l'expérience.

En utilisant les données sur le nombre d'individus sans aucun certificat, diplôme ou grade en Mauricie, par tranche d'âge, on peut ainsi estimer que la perte totale de revenus pour la Mauricie varie de 200,1 millions de dollars (méthode A) à 475,3 millions de dollars (méthode B) annuellement. On peut interpréter ce montant comme étant une perte de PIB, c'est-à-dire de potentiel économique pour la région.

Pour l'estimation des autres coûts du décrochage, nous nous basons sur l'étude d'Hankivsky (2008) qui a été réalisée dans le contexte canadien, et dont les données ont été actualisées en valeur de 2023.

**Recettes d'impôts perdues.** Avec un taux d'imposition moyen de 16,4%, cette perte de revenus donne pour le gouvernement une perte de recettes d'impôts variant de 1 427 \$ (méthode A) à 3 235 \$ (méthode B) par année et par décrocheur, soit un total variant de 35,9 (méthode A) à 81,4 (méthode B) millions de dollars pour la Mauricie annuellement.

**Primes d'assurance-emploi.** Cet écart de revenus donne aussi lieu à une perte de recettes pour le gouvernement provenant des primes d'assurance-emploi qui auraient pu être collectées sur ces revenus. Hankivsky (2008) estime cette perte à 96\$ par année et par décrocheur, soit un total de 2,4 millions pour la Mauricie annuellement.

**Coût d'assurance-emploi.** Il y a aussi un coût supplémentaire en versements d'assurance-emploi, en raison du plus fort taux de chômage au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) calcule ce coût à 3 915 \$ par année et par décrocheur, soit un total de 98,5 millions de dollars pour la Mauricie annuellement.

---

<sup>1</sup> Statistique Canada. Tableau 37-10-0152-01 Revenu d'emploi moyen, selon le groupe d'âge et le plus haut certificat, diplôme ou grade.

**Coût de santé.** Cette estimation fait référence au plus grand risque de développer des problèmes de santé au sein des décrocheurs. Hankivsky (2008) estime le coût en dépenses de santé à 11 459 \$ par année et par décrocheur. Cela totalise un coût de 288,3 millions de dollars en Mauricie annuellement.

**Aide sociale et criminalité.** Hankivsky (2008) donne aussi une approximation des coûts d'aide sociale et des coûts liés à la criminalité, soit respectivement 5 986 \$ et 317 \$ par année et par décrocheur. Ces conséquences représentent un coût total respectivement de 150,6 millions de dollars et de 8 millions de dollars en Mauricie annuellement.

**Coût total pour le gouvernement.** En additionnant les différentes pertes et dépenses supplémentaires pour le gouvernement, le coût total du décrochage pour le budget de l'État en Mauricie représente 583,7 millions de dollars par année (méthode A) et à 629,2 millions de dollars (méthode B). Cela correspond à un montant par habitant de 15 ans et plus variant entre 2 406 \$ (méthode A) à 2 594 \$ (méthode B) en Mauricie.

**Impact économique total.** En additionnant l'impact de PIB (écart de revenus) et le coût pour le gouvernement, l'impact économique total pour la Mauricie se chiffre donc à 712 millions de dollars par année (méthode A) et à 941,7 millions de dollars (méthode B).

Afin de présenter un ordre de grandeur, cet impact économique total en Mauricie représente par habitant de 15 ans et plus un montant de 2 935 \$ (méthode A) ou de 3 882 \$ (méthode B) par année.

**Tableau R2.** Estimation du coût global du décrochage scolaire en Mauricie, par année, selon méthode A ou B

	Par décrocheur	Total régional (millions de dollars)
<b>Perte de potentiel économique</b>		
Revenus d'emploi perdus pour les décrocheurs (calculs de l'auteur) – Équivalent à une perte de PIB potentiel	8 704 \$ à 19 726 \$	200,1 M\$ à 475,3 M\$
<b>Coûts liés aux revenus et au travail</b>		
Recettes d'impôts perdues (calculs de l'auteur)	1 427 \$ à 3 235 \$	35,9 M\$ à 81,4 M\$
Primes d'assurance-emploi perdues (Hankivsky, 2008)	96 \$	2,4 M\$
Coût d'assurance-emploi (Hankivsky, 2008)	3 915 \$	98,5 M\$
<b>Autres coûts (Hankivsky, 2008)</b>		
Coût de santé	11 459 \$	288,3 M\$
Aide sociale	5 986 \$	150,6 M\$
Criminalité	317 \$	8,0 M\$
<b>Total pour le gouvernement</b>	<b>23 201 \$ à 25 008 \$</b>	<b>583,7 M\$ à 629,2 M\$</b>
<b>Impact économique total</b>	<b>29 050 \$ à 38 264 \$</b>	<b>712,0 M\$ à 941,7 M\$</b>

## Impacts sur le développement économique régional

Au-delà de cette estimation purement comptable, nous démontrons aussi que la présence d'une forte proportion d'individus sans diplôme dans une région pouvait significativement handicaper son potentiel économique et productif. Nous présentons un argumentaire économique expliquant comment le décrochage scolaire peut impacter négativement plusieurs leviers du développement régional, tels que l'innovation et la créativité, la productivité des entreprises, l'entrepreneuriat, l'attractivité régionale et la mobilisation régionale.

Ces conséquences économiques sont plus difficiles à mesurer et à percevoir à court terme, et donc à comptabiliser monétairement. Mais, à plus long terme, les effets du décrochage scolaire percolent à travers l'ensemble du système productif d'une région, affaiblissant graduellement la capacité de croissance des entreprises et son développement. De ce point de vue, la lutte contre le décrochage scolaire devient un véritable axe de développement socio-économique régional.

## Portrait socio-économique de la Mauricie

Afin d'illustrer cet argumentaire économique établissant un lien entre le décrochage scolaire et le développement régional, nous présentons un portrait socio-économique de la Mauricie (tableau R3). On s'attendrait théoriquement à ce que le fort taux de décrochage scolaire et l'importance de la population sans diplôme dans la région coïncident avec une performance économique relativement faible. C'est ce que confirme le portrait socio-économique : la région se classe dans les derniers rangs parmi les RA pour la plupart des statistiques compilées. Les seules exceptions pour lesquelles la Mauricie se classe relativement bien concernent l'évolution récente de la région, avec une amélioration économique notable sur le plan de la croissance du PIB et du marché de l'emploi. Cependant, malgré cette embellie, on remarque que le niveau de richesse et de pauvreté reste problématique dans la région, ce qui est attendu avec un fort taux de décrochage scolaire.

**Tableau R3.** Résumé de l'analyse statistique de la Mauricie et cohérence avec l'argumentaire économique à propos des liens entre le décrochage et chaque variable

	Rang		
	Valeur	sur 17	Cohérence
Croissance du PIB 2015-2022	11,4%	11	Moyenne
Croissance du PIB 2009-2013	-2,1%	17	Forte
Taux de chômage	3,2%	4	Faible
Évolution du taux de chômage 2013-2023	-6,3 p.p.	2	Faible
Taux d'activité	56,3%	15	Forte
Évolution du taux d'activité 2013-2023	-3,2 p.p.	2	Faible
Structure industrielle	Surtout centrée sur secteurs à faibles-moyens salaires		- Forte
Salaire horaire médian	28,48 \$	13	Forte
Croissance du salaire horaire médian 2013-2022	33,1%	11	Moyenne
PIB par habitant	40 595 \$	14	Forte
Revenu disponible par habitant	29 892 \$	17	Forte
Taux de faibles revenus	6,6%	14	Forte
Taux d'assistance sociale	6,7%	16	Forte